

CountrySide

European Landowners' Organization

N° 203

JANVIER-FEVRIER 2023 - BIMENSUEL - FR



**Forum for the
Future of Agriculture®**

Where agriculture & environment
meet for an open dialogue

**Construire le partenariat transatlantique pour
un système alimentaire et agricole plus résilient,
plus durable et plus respectueux du climat**

Janez POTOČNIK, Thierry de l'ESCAILLE, Jason HAFEMEISTER

Tables des matières



Editorial

Thierry de l'ESCAILLE, Secrétaire général

- 3 Construire le partenariat transatlantique pour un système alimentaire et agricole plus résilient, plus durable et plus respectueux du climat
- 6 La conférence des Nations unies sur la biodiversité à Montréal
- 7 Lettre ouverte adressée aux membres du Parlement européen le 15 février
- 8 Des forêts européennes prêtes pour les aléas du climat
- 10 Conférence internationale « La résilience agricole pendant la période du programme de développement rural 2023-2027 et dans les conditions de la guerre en Ukraine »
- 11 2023 FAMIGRO
Prix de l'entrepreneuriat rural
Essai pilote – le MOOC d'HERIT
- 12 Le label « Wildlife Estates » en Wallonie
- 13 Label « Wildlife Estates » - les dernières nouvelles d'Espagne
- 14 Le programme Life « ENPLC » un réseau européen pour la conservation des terres privées
- 15 Le rapport de synthèse de TRANSFARM est prêt à être publié
- 16 Forum for the Future of Agriculture

Les autorités publiques européennes semblent avoir de plus en plus de mal à se faire comprendre des campagnes. Sont-elles une autorité urbaine pour autant ?

Ne généralisons pas, ce n'est pas le cas de tous ni de toutes les institutions, mais nous ne pouvons que craindre les dégâts commis par la politisation d'un problème qui ne devrait relever que du simple bon sens.

Le monde rural perçoit Natura 2000 aujourd'hui au mieux comme un échec, au pire comme une tromperie, et l'ambition du « Pacte vert » qui entend peaufiner ce réseau est dès lors ressentie comme une politique privant les acteurs de terrains de leur réalité. Il y a assez de gens sensés pour sortir des clivages et pour comprendre qu'il n'y a pas de place pour des solutions « top down ».

Il serait urgent d'appeler une vaste concertation, au-delà de la bonne volonté des décideurs qui maintiennent le dialogue, pour ne pas voir un fossé irréconciliable se créer entre le monde environnemental et les gestionnaires de la ruralité qui devraient être des partenaires naturels. Nous ne pouvons que constater trop d'agitation dans le monde rural se traduisant par la multiplication du mécontentement généralisé et des manifestations.

L'ELO appelle urgemment tous les acteurs de ce débat (acteurs ruraux, ONG et autorités publiques) à développer des solutions ensemble considérant un équilibre positif entre intérêt privé et bien commun. Cela permettra à tous de s'en approprier les objectifs et de générer les résultats qui doivent être réalisés.



Participants à l'événement sur le partenariat transatlantique



Mark TITTERTON, Robert BONNIE



Lukas VISEK



Maciej GOLUBIEWSKI

Construire le partenariat transatlantique pour un système alimentaire et agricole plus résilient, plus durable et plus respectueux du climat

Afin de poursuivre le dialogue transatlantique, en décembre dernier, le Forum a organisé un programme réunissant des parties prenantes des deux côtés de l'Atlantique pour discuter de la manière dont l'Union européenne et les États-Unis peuvent travailler ensemble pour construire un système agricole et alimentaire plus résilient, plus durable et plus intelligent sur le plan climatique.

Secrétariat du ForumforAg

Janez POTOČNIK, président du ForumforAg 2022 et président de la « Rise Foundation », coprésident du « International Resource Panel du Programme des Nations unies (PNUE) », a souhaité la bienvenue aux participants, en particulier à la délégation venue des États-Unis. Notant que la réunion se tenait à l'occasion de la Journée mondiale des sols, il a déclaré qu'ensemble, l'UE et les États-Unis « ont une influence énorme et la capacité d'influer sur les grands défis stratégiques de notre temps ». Appelant à un changement de système à grande échelle, il a demandé aux participants de garder à l'esprit certaines questions au cours de leurs discussions. De quoi a-t-on besoin pour aller plus loin et plus vite dans l'innovation ? Qui doit travailler ensemble pour que les idées et l'innovation deviennent systémiques ? Comment une plus grande collaboration entre l'UE et les États-Unis pourrait-elle être utile ?

Investissement dans l'innovation pour l'agriculture durable et l'ambition du Pacte vert

Robert BONNIE, sous-secrétaire à la production agricole et à la conservation, USDA, s'exprimant en ligne, a expliqué l'approche américaine en matière de sécurité alimentaire mondiale et de changement climatique. Il a souligné l'adéquation entre les bonnes pratiques agricoles et l'environnement, qui se traduit par des avantages pour l'économie, la productivité et le climat. L'administration BIDEN utilise une approche volontaire menée par les agriculteurs, basée sur des incitations, des opportunités de marché, des partenariats et des collaborations, plutôt qu'une réglementation « top-down », afin d'encourager les pratiques de conservation nécessaires, tout en garantissant le maintien de la productivité. Il a rappelé l'investissement de 2,8 milliards de dollars dans des partenariats pour des produits de base intelligents face au climat, la loi sur la réduction de l'inflation et d'autres programmes permettant au gouvernement de partager les coûts avec le secteur agricole. Il a insisté sur la nécessité de « se concentrer sur

les résultats plutôt que sur certaines prescriptions », sur l'importance du partenariat entre les États-Unis et l'Union européenne et sur l'échange d'informations entre leurs décideurs politiques et les communautés agricoles.

Lukas VISEK, membre du cabinet du Vice-président exécutif de la Commission européenne, a présenté certaines des initiatives récentes de l'institution - la stratégie européenne pour les sols et pour la toute première fois la loi sur la santé des sols, créant un cadre réglementaire comme il en existe pour d'autres ressources naturelles, telles que l'eau et la biodiversité. Ces mesures s'accompagneront d'un environnement propice à la recherche et à la promotion de pratiques respectueuses des sols, d'éco-régimes récompensant les agriculteurs pour leur gestion des biens publics et du développement de nouveaux modèles d'entreprise. La récente proposition de la Commission concernant la certification de l'élimination du carbone vise à extraire et à stocker des millions de tonnes de carbone de l'atmosphère afin d'atteindre la neutralité climatique d'ici à 2050. Il a souligné la nécessité « d'adopter le paradigme qui consiste à atteindre plus d'un objectif », mettant en avant la capacité de l'agriculture de précision à réduire les coûts et les intrants, tout en augmentant les revenus des agriculteurs. Les agriculteurs ne peuvent à eux seuls assurer la transition. Celle-ci doit s'opérer tout au long de la chaîne alimentaire, notamment en s'attaquant aux 20 % d'aliments gaspillés chaque année dans l'Union européenne.

Discussion

Kerstin ROSENOW, chef de l'unité Recherche et innovation, DG AGRI, Commission européenne, a évoqué la nécessité de « combler le fossé entre la pratique et la science, la technologie et l'application » pour faire de la durabilité sociale, économique et environnementale une réalité. L'UE augmente ses investissements dans la recherche agricole, en utilisant une approche ascendante qui tient compte des conditions locales. Cette approche est bénéfique dans des

domaines tels que la régénération des sols et le remplacement des engrais synthétiques.

Jeremy ROLLISON, directeur principal des affaires gouvernementales de l'UE chez Microsoft, a expliqué que l'entreprise aidait ses clients à « en faire plus avec les données, les outils et les exigences qu'ils ont devant eux ». Il s'agit notamment des obligations de suivi et de déclaration, du partage des leçons sur l'élimination du carbone et de l'application de l'agriculture de précision. L'entreprise travaille en partenariat avec ses clients lorsqu'elle développe des solutions logicielles et en nuage. « Je pense que la transition verte ne sera réussie que si elle s'accompagne d'une transition numérique réussie ».

Shari ROGGE-FIDLER, PDG de la « Farm Foundation » et agricultrice elle-même, a décrit l'organisation comme un « do tank » essayant d'accélérer les solutions pratiques pour l'agriculture. Elle a quatre domaines stratégiques prioritaires : la durabilité, l'agriculture numérique, la santé des agriculteurs et le commerce. Son organisation a récemment lancé le Forum mondial sur la politique agricole et l'innovation avec le ForumforAg et d'autres partenaires, fondés sur des données et des faits probants. Elle a identifié les obstacles auxquels les agriculteurs sont confrontés, tels que le déclin des services de vulgarisation et des partenaires chargés de fournir des conseils, ainsi que la pénurie de main-d'œuvre.

Giulia RIEDO, Junior Policy Officer pour l'agriculture et l'alimentation durable, WWF EPO, a noté que la discussion sur la transition numérique et la technologie dans l'agriculture avait tendance à se concentrer sur la productivité et l'aspect économique de la durabilité. Cela doit être élargi pour « parler de la manière dont nous allons utiliser nos terres et aussi déplacer notre attention, non seulement sur la production, mais aussi sur le côté consommation ». L'industrie alimentaire a un rôle clé à jouer dans la transition puisqu'elle influence ce qui provient des agriculteurs et ce qui est proposé aux consommateurs.



Participants à la 1^{ère} session



Participants à la 2^{ème} session

Chris HARBOUR, directeur de la stratégie, Indigo Agriculture, a présenté le programme de carbone volontaire que son entreprise a mis au point en utilisant le sol comme moyen de séquestration. Il s'agit « *d'éduquer les acheteurs et les cultivateurs, de rassembler tous ces éléments et de fournir des crédits* ». Ce programme, qui produit des crédits carbone réels, mesurables et reproductibles, est désormais opérationnel dans 32 États américains et s'est étendu à l'Inde, à l'Amérique du Sud et à l'Europe. « *Ces programmes se résument à des véhicules de financement qui incitent à changer de comportement et à travailler avec les producteurs* », a-t-il déclaré, appelant à un prix minimum ou à un soutien pour les agriculteurs afin d'étendre leur attrait.

Définir et atteindre des objectifs commerciaux durables

Jason HAFEMEISTER, sous-secrétaire adjoint au commerce et aux affaires agricoles étrangères, USDA, le premier des deux orateurs principaux de la 2^{ème} session, a identifié la productivité comme la clé pour que les agriculteurs puissent à la fois fournir de la nourriture et protéger l'environnement. Un système d'échange ouvert, transparent, axé sur le marché et prévisible est essentiel. Le système ne doit pas restreindre le commerce des produits issus des nouvelles technologies ; il doit inclure des normes de santé et de sécurité objectives qui ne peuvent être utilisées à des fins protectionnistes ; il doit contribuer à la création d'un marché pour la production intelligente sur le plan climatique et encourager l'échange d'informations et le partage des meilleures pratiques à l'échelle mondiale. Le commerce est « *la pierre angulaire de l'approche d'un système durable* ».

Maciej GOLUBIEWSKI, chef de cabinet du Commissaire à l'agriculture de la Commission européenne et deuxième orateur principal a déclaré que l'UE était « ouverte aux affaires dans son modèle agricole, son modèle d'exportation et son modèle commercial ». Elle soutient la transition mondiale vers des systèmes agroalimentaires plus durables. L'UE inclut des dispositions relatives aux systèmes alimentaires durables dans ses accords commerciaux afin de « *transférer les engagements que nous avons pris à la manière dont nous traitons avec nos partenaires* ». Il a reconnu que si l'UE et les États-Unis s'accordent sur la nécessité d'un commerce ouvert, « la question de savoir comment y parvenir en matière de durabilité » est encore en discussion. Il est entendu que nous pouvons travailler ensemble sur ce point ? Il a conclu ajoutant : « *Il y a une prise de conscience que la durabilité doit faire partie intégrante du libre-échange* ».

Discussion sur le commerce, la durabilité et la productivité

Marta ZULUAGA ZILBERMANN, vice-présidente des relations gouvernementales pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique chez Cargill, a décrit le rôle de l'entreprise comme étant « *d'acheminer les aliments de l'endroit où ils sont produits à l'endroit où ils sont nécessaires* », en travaillant avec des agriculteurs et des clients dans plus de 70 pays. Le commerce doit rester ouvert pour permettre aux entreprises de faire face à des événements imprévus tels que la pandémie, de s'adapter au changement climatique et de répondre aux besoins alimentaires mondiaux. Dans le cadre de son programme d'agriculture régénératrice *Regen-Connect*, Cargill aide les agriculteurs à réduire les engrais et à mettre fin au travail du sol, en leur offrant des compensations, des incitations, des services de vérification et de mesure, une assistance technique et en essayant de trouver des marchés pour récompenser les producteurs pour leurs nouvelles pratiques.

Jeffrey NAWN, PDG et fondateur du groupe North Hill, a abordé la discussion en tant que praticien de la réglementation. Les régimes de politique commerciale, les évaluations des risques en matière d'environnement et de sécurité alimentaire peinent à suivre le rythme de l'innovation. « *Ce que l'on constate dans les entreprises d'innovation agricole, c'est que nous allons là où l'on nous aime. Et pour l'instant, ce n'est pas l'Europe* ». Les entreprises se tournent plutôt vers l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud, le Japon et les Philippines, où des systèmes réglementaires efficaces sont en place pour les produits génétiquement modifiés. En l'absence de systèmes harmonisés ou d'un objectif commun, il prédit que les bénéfices des nouvelles technologies pourraient être perdus. « *La question clé n'est pas de savoir si nous pouvons rendre les produits agricoles plus durables, mais plutôt de savoir si nous pouvons vendre ces produits lorsque nous y parvenons* ».

John CLARKE, directeur des affaires internationales à la DG AGRI, a décrit la durabilité et la productivité comme se renforçant mutuellement. L'ouverture du commerce est probablement propice à une production plus durable en raison de l'avantage comparatif, chaque partenaire jouant sur ses points forts. Cependant, les pays doivent mettre en place « *des politiques explicites et délibérées pour rendre leur production plus durable, comme nous essayons de le faire dans l'Union européenne* ».

Alan MATTHEWS, professeur émérite de la Politique Agricole européenne au Trinity College de Dublin, a reconnu que le commerce ouvert présentait des avantages, mais a suggéré de limiter l'accès à l'UE des produits manifeste-

ment non durables. Les gouvernements ont tendance à utiliser la réglementation contre les externalités négatives de la non-durabilité et « *le problème pour le commerce international est lorsque les réglementations nationales diffèrent* ». Il n'est pas nécessaire que les réglementations soient les mêmes partout, mais la coopération entre les administrations pourrait permettre d'éviter les frictions. Un forum est nécessaire pour discuter des normes de durabilité et il a noté que l'UE avait proposé que le mandat de la Commission du Codex Alimentarius de la FAO soit étendu à la santé et à l'hygiène.

Ted MCKINNEY, directeur général de la National Association of State Departments of Agriculture (NASDA), a critiqué le principe de précaution de l'UE et certains éléments du « Green Deal » (Pacte Vert), affirmant qu'entre les États-Unis et l'UE « *il y a un très grand fossé qui semble se creuser* ». Citant une étude du service de recherche économique de l'USDA critiquant les récentes initiatives de l'UE, il a déclaré : *Si certains éléments de l'initiative « De la ferme à la table » progressent, cela aura un effet dissuasif considérable sur le commerce en général*.

En réponse, M. CLARKE a qualifié l'étude américaine de « *très sélective* » avec « *certaines limitations inhérentes* ». L'UE et les États-Unis partagent le même objectif d'une agriculture plus respectueuse du climat, mais diffèrent sur la manière d'atteindre cet objectif. « *Je pense que notre approche est parfaitement légitime, quelle est basée sur la science, quelle n'est pas protectionniste et quelle n'est pas discriminatoire* », a-t-il déclaré. M. GOLUBIEWSKI a également souligné que « *De la ferme à la table* » est une stratégie politique et ambitieuse qui contient de la flexibilité et des sauvegardes, et non un document législatif.

Session de clôture

Alain-Dominique QUINTART, responsable des affaires publiques et gouvernementales de la région EAME, Syngenta, a résumé certains des points clés qui se sont dégagés des deux panels. L'innovation est essentielle et l'agriculture intelligente peut aider à lutter contre le changement climatique. Le libre-échange est essentiel, de nouveaux modèles commerciaux peuvent être créés et les conditions favorables doivent être développées davantage. La durabilité et la productivité se renforcent mutuellement. « *Telle est la devise du Forum pour l'avenir de l'agriculture* ».

Pour regarder l'enregistrement de la discussion complète :

www.forumforag.com

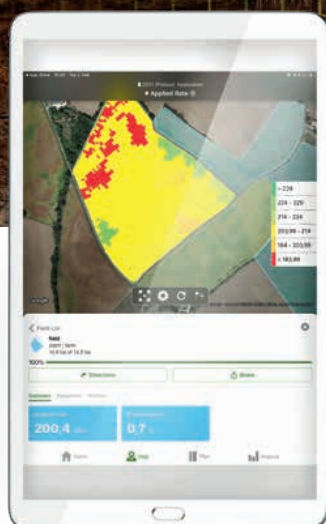


JOHN DEERE

NOTHING RUNS LIKE A DEERE

FARM SMART, PROFIT MORE

CONNECT TO YOUR DEALER TO GET THE MOST
OUT OF YOUR FARMING BUSINESS



Take control of your yields with smart farming technology from John Deere and access the full potential of your fields. Send yield and applications maps wirelessly to and from the John Deere Operations Center™ for a seamless precision farming experience. Let us help lower your input costs and boost your yield potential while maintaining effortless regulation compliance.



**GET JOHN DEERE
OPERATIONS CENTER™
NOW, FOR FREE**



Apple



Google Play

La conférence des Nations unies sur la biodiversité à Montréal

Entre le 7 et le 19 décembre dernier, plus de 20 000 délégués de gouvernements du monde entier se sont réunis à Montréal, au Canada, pour discuter et convenir d'une nouvelle série d'objectifs destinés à guider l'action mondiale en faveur de la biodiversité afin d'enrayer et d'inverser la perte de la nature d'ici à 2030.

Jurgen TACK, directeur scientifique d'ELO

« Le monde vous regarde », a-t-on rappelé aux délégués tout au long des deux semaines de réunion. Et en effet, après l'échec de la conférence sur le climat en Égypte quelques semaines auparavant, le monde entier avait les yeux rivés sur les résultats de cette réunion.

La réunion, officiellement appelée « 15^{ème} Conférence des parties (COP 15) », a adopté le cadre mondial pour la biodiversité

Kunming-Montréal (Fond mondial pour la nature), qui s'attaque aux principaux facteurs de perte de la nature afin de garantir notre propre santé et notre bien-être, ainsi que ceux de la planète. Environ 25 % des espèces de tous les groupes d'animaux et de plantes évalués sont aujourd'hui menacées. Globalement, le taux mondial d'extinction des espèces a augmenté

de plusieurs centaines de fois par rapport à ce qui avait été observé sur notre planète au cours des 10 derniers millions d'années. Parmi les causes les plus importantes, citons les changements dans l'utilisation des terres et des mers, l'exploitation directe des organismes, le changement climatique, la pollution et les espèces exotiques envahissantes. Compte tenu de l'ampleur de la perte actuelle de biodiversité, il est nécessaire d'opérer une transformation à tous les niveaux, et notamment de réévaluer d'urgence les activités économiques. Faciliter ce processus de transformation était le principal objectif de la conférence des Nations unies sur la biodiversité de 2022. Après l'échec de la COP sur le climat en Égypte, la réunion de Montréal a suscité de grandes attentes de la part de la société civile et une grande attention de la part des médias.

Les résultats les plus importants de cette COP 15 sont les suivants :

- Adoption d'un cadre équitable et global assorti des ressources nécessaires à sa mise en œuvre
- Des objectifs clairs pour lutter contre la surexploitation, la pollution, la fragmentation et les pratiques agricoles non durables.

«Le progrès est impossible sans changement, et ceux qui ne peuvent pas changer d'avis ne peuvent rien changer.»

George Bernard SHAW



© UN Biodiversity 2022

- Un plan qui protège les droits des populations autochtones et reconnaît leurs contributions en tant que gardiens de la nature.
- Le financement de la biodiversité et l'alignement des flux financiers sur la nature afin d'orienter les finances vers des investissements durables et de les éloigner des investissements nuisibles à l'environnement.

Alors que le monde applaudit les résultats de la réunion de Montréal, nous devons admettre que la réunion a également manqué quelques opportunités :

- les engagements financiers envers les pays en développement auraient dû être plus importants ;
- il aurait fallu fixer une trajectoire limitée dans le temps pour l'objectif d'enrayer l'extinction des espèces ;
- l'objectif de gestion durable des zones de production devrait s'appliquer au-delà des industries primaires ;
- des décisions significatives sur la biodiversité et le changement climatique
- l'intégration de la biodiversité.

Dans l'ensemble, l'adoption du paquet du cadre mondial pour la biodiversité a été considérée comme un compromis bien équilibré qui rapproche le monde d'une vie en harmonie avec la nature.

Une question majeure demeure : le cadre mondial pour la biodiversité est-il en mesure de transformer la gouvernance de la biodiversité, de stopper et d'inverser la perte de biodiversité, et sera-t-il capable d'aligner les activités humaines et la croissance démographique sur les processus biologiques dont notre planète a tant besoin ?

L'Organisation européenne des propriétaires fonciers (ELO) reconnaît la nécessité d'un changement et voit de nombreuses opportunités pour les propriétaires fonciers privés de participer au processus. Dans le même temps, l'ELO met en garde contre l'affaiblissement des trois piliers de la durabilité : l'écologie, l'économie et les aspects sociaux, car ces trois piliers sont nécessaires pour parvenir à des solutions durables mises en œuvre par toutes les parties prenantes concernées.



Lettre ouverte adressée aux membres du Parlement européen le 15 février

à propos du projet de rapport sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la restauration de la nature (COM (2022)0304 - C9-0208/2022 - 2022/0195(COD)).

Le changement climatique a un impact sur les écosystèmes européens à un degré que nous ne comprenons pas encore totalement, mais des décisions importantes doivent être prises aujourd'hui. Nous sommes conscients que, face aux multiples crises, la tentation est grande de privilégier les gains à court terme au détriment des solutions durables. Une approche à long terme est cependant d'une importance cruciale pour faire face aux événements extrêmes plus réguliers auxquels nous serons confrontés. Avec ce nouveau règlement, nous devons aller au-delà de la vision traditionnelle de la protection et de la restauration. La durabilité écologique, sociale et économique ne peut être atteinte que si l'on se concentre sur la fourniture de services écosystémiques en fonction du changement climatique et de la perte de biodiversité.

Tant que des objectifs quantitatifs à court terme resteront le principal objectif des politiques liées à la nature, nous manquerons des occasions d'apporter des améliorations qualitatives significatives. Des résultats importants sont attendus à court terme, sans que les définitions, les indicateurs et même les objectifs à long terme soient clairs. Sans référence claire aux instruments clés et aux moyens disponibles, il est difficile, voire impossible, de concevoir des méthodologies réalisables dans chaque État membre. La question des moyens est cruciale, d'autant plus que la proposition de l'UE couvre 20 % de la superficie de TOUTE l'Union, et pas seulement les terres dégradées, comme le stipule le cadre de Kunming-Montréal - dont l'UE est signataire - où il est nécessaire d'agir dans 30 % des zones dégradées d'ici 2030. La complexité et les délais requis tels qu'ils sont proposés semblent être la recette parfaite pour une approche descendante incomplète qui entraînera davantage de questions et de frustrations, car les objectifs ne seront, une fois de plus, pas atteints. En outre, nous sommes confrontés aux incertitudes que le changement climatique crée et continuera à créer.

Les propriétaires et les gestionnaires des terres seront les plus touchés par la mise en œuvre de ce plan. Nous ne pourrions atteindre les objectifs ambitieux que si la responsabilité de chaque partie prenante est claire, comprise et acceptée dès le départ. Nous devons nous appuyer sur les discussions antérieures et tirer les leçons des erreurs du passé, en particulier si ceux à qui l'on demande d'agir ne sont pas impliqués dès le départ et si le système de soutien est absent. Même avec un cadre juridique cohérent et efficace, ce niveau d'ambition nécessitera une mobilisation de ressources sans précédent. Trouver des mécanismes innovants semble plus que nécessaire. L'ELO regrette le manque d'intérêt pour les mesures d'incitation et l'absence d'outils de conservation des terres privées, bien que la Commission ait consacré des ressources considérables à l'étude et à la confirmation de leur efficacité et de leur rôle en tant que cas d'essai et projets pilotes cruciaux pour l'amélioration de la biodiversité. Un certain niveau d'autonomie et de flexibilité est une valeur fondamentale des propriétaires et des gestionnaires fonciers qui influence leur volonté de s'engager dans des accords ou des programmes de conservation. Un ensemble d'outils pertinents a été identifié comme bénéfique à la fois pour les organisations de conservation et les propriétaires terriens individuels en Europe, et ce serait une perte cruciale si ce potentiel n'était pas pleinement exploité à ce moment clé.

Toutes les mesures proposées auront en fin de compte des répercussions sur les agriculteurs, les forestiers et les gestionnaires des terres, qui sont déjà touchés par des crises multisectorielles. Ils sont prêts à apporter leur contribution, mais la seule recette pour réussir est de les inclure en tant que véritables partenaires.

A cette fin, nous suggérons les trois points d'action suivants, avec les changements correspondants au texte présenté en annexe de cette lettre :

- (1) Une clause de sauvegarde devrait être incluse dans de nombreuses mesures afin de prendre en compte l'importance des effets du changement climatique sur les écosystèmes et de permettre la prise en compte des impacts économiques et sociaux et au-delà.
- (2) S'aligner sur l'objectif global de restauration ; fixer l'objectif de restauration des écosystèmes terrestres, aquatiques, côtiers et marins dégradés.
- (3) Veiller à protéger les droits de propriété et utiliser les outils existants pour stimuler la conservation des terres privées.

Pour plus d'informations veuillez contacter Delphine DUPEUX à delphine.dupeux@elo.org

Des forêts européennes prêtes pour les aléas du climat

Jurgen TACK, directeur scientifique de l'ELO, a ouvert la Conférence européenne sur la biodiversité - les forêts européennes prêtes pour les aléas du climat - en souhaitant la bienvenue aux participants. Il a souligné l'urgence d'aborder la préparation des forêts au climat d'une manière à la fois technique et politique. En d'autres termes : la résilience des forêts au changement climatique et leur contribution active à la lutte contre le changement climatique.

Pauline PIRLOT, ELO

Simone SCHMIEDTBAUER, membre du Parlement européen (PPE), vice-présidente de l'Intergroupe sur la biodiversité, la chasse et la campagne, et vice-présidente de l'Intergroupe sur le changement climatique, la biodiversité et le développement durable, a expliqué dans le discours d'ouverture que « les forêts souffrent et font en même temps partie des solutions au changement climatique ». Sur cette base, elle a souligné la nécessité de sensibiliser au potentiel des forêts à lutter contre le changement climatique tout en étant vulnérables à celui-ci et d'identifier les compensations et les incitations adéquates pour que les propriétaires fonciers et les gestionnaires jouent un rôle actif dans cette discussion. Sans leur expertise, a-t-elle expliqué, le cadre de l'UE sur les forêts ne « refléterait pas la réalité sur le terrain ».

Roby BIWER, membre de la commission de l'environnement, du changement climatique et de l'énergie et de la commission des ressources naturelles du Comité des régions, a attiré l'attention sur les vulnérabilités des forêts dues au changement climatique, telles que la sécheresse, les incendies, les parasites et les vents violents. Ces facteurs menacent non seulement les forêts, mais aussi leur biodiversité et la biomasse utilisable à des fins énergétiques. Il a suggéré d'adopter des approches régionales adaptées à la gestion des forêts et d'augmenter le financement de l'UE en faveur des forêts afin d'aider les propriétaires et les gestionnaires de forêts à adapter leurs pratiques. En effet, « ce sont eux qui mettent en œuvre les réglementations aux niveaux local, national et européen ».

L'orateur principal, Gert-Jan NABUURS, professeur de ressources forestières européennes à l'université et à la recherche de Wageningen, et auteur principal de la coordination du GIEC, a exploré la relation entre la productivité des forêts européennes, leur résilience et leur capacité à réduire ou à éliminer les émissions de CO₂. Il a expliqué que la couverture forestière européenne a augmenté depuis les années 1980, mais que la récolte croît légèrement plus vite que l'accroissement de la forêt, et que les forêts souffrent du changement climatique. Par conséquent. Dans ce contexte, Gert-Jan NABUURS a présenté le concept de foresterie intelligente face au climat. Il a présenté, comme solution potentielle aux pressions multifactorielles sur les forêts, des objectifs visant à stabiliser la productivité forestière, à favoriser l'adaptation des forêts et à améliorer l'absorption du carbone. L'évolution rapide de l'arène politique, a-t-il dit, permet de faire face à des forces opposées qui tirent les forêts dans des directions différentes. Il a insisté sur le fait que « les États membres doivent s'ouvrir, ils doivent accepter le rôle de Bruxelles », car « Bruxelles ne disparaîtra pas ». Il est convaincu qu'une collaboration active entre les forestiers et Bruxelles débouchera sur des efforts constructifs et permettra de surmonter les malentendus mutuels.

Quelles stratégies pour adapter les forêts de l'UE au changement climatique ?

Un premier groupe d'experts, modéré par Emmanuelle MIKOSZ d'ELO, représentait la Commission européenne. Il a précisé l'engagement de l'UE en matière de gestion des forêts et d'atténuation du changement climatique.



Le lynx

Arygro ZERVA, chef de l'équipe forestière de la direction générale de l'agriculture et du développement rural de la Commission européenne, a commencé par présenter les priorités de la Commission européenne en matière de forêts. Elle a souligné que même si la restauration des forêts constitue un premier pas vers la résilience des forêts, des développements concomitants doivent également être réalisés. Elle a notamment souligné la nécessité de la recherche, de l'innovation et de la surveillance des forêts, en tant qu'outils de la croissance et de la durabilité des forêts. Elle a notamment souligné la nécessité de la recherche, de l'innovation et de la surveillance des forêts, en tant qu'outils de la croissance et de la durabilité des forêts. La Commission élabore actuellement un tel cadre, qui sous-tend la stratégie forestière de l'UE. En effet, « une bonne politique nécessite de bonnes données. Nous avons besoin de données de meilleure qualité et comparables sur la gestion des forêts ». Les États membres devraient également élaborer des plans stratégiques pour les forêts sur la base des données de suivi collectées, a-t-elle ajouté. Arygro ZERVA a conclu que la Commission et les parties prenantes devraient travailler main dans la main. « Nous nous efforçons de rendre [le processus de gouvernance de la Commission] plus inclusif et de permettre une participation ouverte à toutes les questions liées aux forêts et aux politiques dans ce domaine. Nous mettons en place un nouveau groupe qui travaillera en interaction avec les parties prenantes et la société civile, et qui sera opérationnel d'ici 2030 ».



Organisateurs, intervenants et modérateurs de la conférence

Peter LOFFLER, chargé de mission à la direction générale de l'action pour le climat, a fait une déclaration forte : les forêts vont changer, que ce soit à dessein ou à la suite d'une catastrophe. Il est convaincu que nous devons intervenir dans la structure des forêts afin de nous préparer aux événements extrêmes et de minimiser leur impact. Le changement climatique remet en question les perspectives traditionnelles sur les forêts et la sylviculture, a-t-il ajouté. C'est pourquoi l'UE développe un cadre politique pour soutenir l'adaptation des forêts. Il a souligné l'importance de l'agenda, des politiques, des financements et de l'échange de données et d'expertise de l'UE. Ces efforts reflètent le fait que « *l'adaptation des forêts [...] doit se faire à tous les niveaux politiques, par tous les secteurs et tous les acteurs* ».

Comment passer concrètement à l'action ?

La deuxième table ronde, animée par Luc BAS, coordinateur en chef du réseau et de la stratégie à l'Agence européenne pour l'environnement, a exploré des actions concrètes visant à améliorer la préparation des forêts au changement climatique.

Els MARTENS, de l'Institut Jane GOODALL, souhaite « *inspirer l'espoir à l'action* ». L'Institut Jane GOODALL estime que la plantation de forêts, l'autonomisation des jeunes et le plaidoyer sont des approches complémentaires pour encourager les actions en faveur des forêts résilientes au changement climatique et de la biodiversité. Els MARTENS a souligné le rôle des jeunes générations « *pour l'avenir des forêts au niveau européen et international* », car ils sont les citoyens d'aujourd'hui et de demain. Des compensations volontaires de carbone devraient également être disponibles pour les entreprises qui ne sont pas en mesure de réduire leurs émissions, soulignant ainsi la dimension internationale du lien entre les forêts et le climat.

Constantin KINSKY, vice-président et membre du conseil d'administration de la Chambre des forêts privées de la République tchèque (SVOL) a commencé son intervention par une réflexion provocatrice : le changement climatique n'explique que 30 % de l'état actuel des forêts dans le monde. « *De mauvaises politiques génèrent des catastrophes* », a-t-il souligné. Condamnant l'idée selon laquelle « *nous devrions laisser la nature se débrouiller toute seule* », il a vivement recommandé quatre changements d'état d'esprit, en revisitant le temps, l'espace, l'échelle et l'approche forestière. Il a ajouté que « *nous devons gérer les forêts en fonction d'objectifs et non de processus, [...] nous ne devons pas décider de l'aspect des forêts [...] mais des services qu'elles doivent fournir* ». Dans l'ensemble, « *nous devons faire preuve d'humilité. Planifier ce que nous ne pouvons pas planifier* ».

Silvia MELEGARI, secrétaire générale de l'Organisation européenne de l'industrie de la scierie, a appelé les décideurs politiques à inclure l'industrie (de la scierie) dans le processus d'élaboration des politiques. Elle a insisté sur les besoins futurs en produits du bois dans le monde entier, en particulier dans le secteur de la construction. « *Le bois est un matériau respectueux du climat* » et devrait donc être considéré comme une partie de la solution pour réaliser le Pacte vert.

Jürgen TACK a conclu que « *nous ne pouvons plus nous permettre de faire des erreurs. L'évaluation des services écosystémiques devrait faire partie de l'avenir de notre économie et de la planification stratégique à long terme de l'UE* ».

Spring - the beauty of change!
Discover a Welcoming Estate for a countryside
#SpringGetaway

Follow WEW on Instagram and Facebook
for the latest developments.

More information on :
www.welcomingestateswebsite.com



Algis GAIZUTIS, Kazimieras SIAULYS, Jurgen TACK

Conférence internationale « La résilience agricole pendant la période du programme de développement rural 2023-2027 et dans les conditions de la guerre en Ukraine »

Vilnius, Lituanie, 9 décembre 2022

Cette conférence internationale a abordé comme sujets principaux :

- La disponibilité physique de la nourriture ne suffit pas à assurer la sécurité. L'accès économique et physique à celle-ci est essentiel. L'inflation des denrées alimentaires constitue un défi de taille.
- Dans le monde multi-crise dans lequel nous vivons, les agriculteurs ont besoin de soutien pour continuer à produire des aliments sûrs et nutritifs et d'outils pour atténuer les effets de la plus grande

menace, qui est le changement climatique.

- Nous devons toujours garder à l'esprit, lorsque nous proposons de nouvelles politiques, que si les agriculteurs sont ceux qui assurent l'approvisionnement au sein de la chaîne alimentaire, le consommateur est celui qui fait le choix final, donc celui qui définit la demande.
- Le Pacte vert a mis en avant plusieurs stratégies ayant un impact sur les propriétaires fonciers et l'utilisation des terres, sans analyse globale sur ses pressions combinées.
- Peu d'attention a été accordée à la volonté de réduire à la fois l'intensité de la production agricole et les impacts agricoles, ainsi que ses conséquences sur les zones rurales et le rôle de l'UE dans sa propre sécurité alimentaire et dans celle du monde.
- Les gestionnaires fonciers sont prêts à envisager une nouvelle vision du système alimentaire et de l'utilisation des terres, à condition que les conditions leur permettant d'avoir des entreprises viables soient respectées.

Au cours du dîner, le directeur scientifique d'ELO, Jurgen TACK, a exprimé son soutien

pour la proposition du Dr Arūnas SVITOJUS, Président de la Chambre d'Agriculture de la République de Lituanie, et de Kęstutis NAVICKAS, Ministre de l'Agriculture de la République de Lituanie, de l'adhésion à ELO de la Chambre d'Agriculture de la République de Lituanie.

Samedi, une visite à l'un des propriétaires terriens privés de Lituanie, Kazimieras SIAULYS, actif dans la sylviculture, a été organisée par l'organisation membre d'ELO, l'Association des propriétaires terriens et forestiers de Lituanie. En compagnie d'Algis GAIZUTIS, président du conseil d'administration et vice-président d'ELO, Jurgen TACK a pu discuter des nombreux problèmes que rencontrent les forestiers lituaniens dans le cadre des réglementations européennes : la nouvelle stratégie forestière de l'UE, les exigences croissantes liées à la stratégie européenne pour la biodiversité à l'horizon 2030, la menace des grands carnivores dans la région, ...

La visite a confirmé les problèmes ainsi que les points de vue communs entre l'Association des propriétaires forestiers de Lituanie et ELO. Il s'agit certainement d'une raison de poursuivre la coopération et de renforcer le travail commun.



AGRILAND

Exploitant et/ou coordinateur
d'exploitations agricoles

Belgique

support@agriland.farm
☎ +32 (0)10 23 29 00

France

support@agriland.farm
☎ +33 (0)6 30 14 23 45

www.agriland.be



Jurgen TACK, Kęstutis NAVICKAS, Arūnas SVITOJUS



2023 FAMIGRO Prix de l'entrepreneuriat rural

La famille GROTENFELT représente plus de 350 ans de propriété foncière diversifiée en Finlande.

Famigro est une société privée appartenant à la famille et a été fondée par Karl GROTENFELT en 1985. En 2013, il a créé le prix Famigro, qui est décerné chaque année à un jeune (18 à 40 ans) entrepreneur rural européen qui a apporté ou apporte une contribution particulière à l'économie rurale, à la communauté et à l'environnement.

Grâce à l'initiative de M. GROTENFELT, YFCS peut soutenir chaque année un projet qui a au moins deux ans d'existence et qui apporte des réponses aux défis actuels du secteur rural.

Les projets entrepreneuriaux contribuent à l'évolution de nos campagnes, tandis que le respect de l'environnement et la responsabilité sociale sont endossés par chaque entrepreneur rural. L'objectif du prix Famigro est d'améliorer la réussite et la croissance du projet en bénéficiant du soutien du réseau des Friends of the Countryside (FCS) et des Young Friends of the Countryside (YFCS), ainsi que de l'Organisation européenne des propriétaires fonciers (ELO).

La lauréat reçoit 5 000 €, un article publié dans le *Countryside Magazine* et la possibilité de participer à l'Assemblée générale de FCS & YFCS en juin 2023.

L'édition 2023 est maintenant ouverte et les candidatures doivent être envoyées avant le 1er mars 2023. Le formulaire de candidature est disponible sur les sites web d'ELO, FCS et YFCS, ainsi que les détails et les conditions de candidature.

Les candidats et les lauréats de ces dernières années proviennent d'un large éventail d'industries et de pays qui visent à réaliser de grandes choses grâce à leurs idées uniques. Qu'il s'agisse d'un modèle innovant de tourisme en Allemagne, qui combine le travail, le coworking, la co-habitation et des projets spéciaux axés sur le développement rural, ou d'une communauté d'agriculture régénérative composée d'entrepreneurs, de cultivateurs dévoués, d'étudiants et d'universitaires en Espagne.

On compte parmi les gagnants précédents
Gut Waltersteig GbR (klvp@gutwaltersteig.de),
La Junquera (<https://lajunquera.com/>),
oconat (<https://coconat-space.com/>),
Coucoo (<https://www.coucoo.com/>),
Wildernest Tiny House (<https://wildernest.be/build-your-tiny-house/>),
Wignac Cidre Naturel (<https://www.wignac.com/>).

Pour plus d'informations : info@yfcs.eu



Essai pilote – le MOOC d'HERIT

Daniel MONTELEONE, ELO

Notre projet HERIT, qui vise à atténuer les impacts de la crise COVID-19 sur les maisons patrimoniales européennes grâce au développement d'outils numériques et de formations, atteint ses dernières étapes ! Après avoir créé 10 études de cas dans 5 langues européennes différentes et un résumé de 30 pages des pratiques de l'UE, nous présentons maintenant la dernière partie du projet : le développement d'un cours en ligne ouvert et massif ou «MOOC».

Ce cours s'adresse à toute personne intéressée par le patrimoine des demeures historiques, mais il intéressera tout particulièrement les professionnels du secteur public ou privé, les propriétaires ou les gestionnaires de demeures historiques qui souhaitent conduire un changement innovant pour améliorer leur entreprise, y compris les gestionnaires de demeures historiques privées qui souhaitent découvrir et apprendre de nouvelles techniques pour gérer, promouvoir et commercialiser leur patrimoine de manière efficace, les nouveaux propriétaires de patrimoine privé qui souhaitent commencer à gérer et promouvoir leur patrimoine, les gestionnaires qui ne savent pas comment promouvoir leur patrimoine numériquement, et les gestionnaires qui manquent de connaissances en matière d'outils numériques.

Le cours se compose de 4 modules, visant à renforcer les compétences commerciales et numériques, à améliorer le développement des compétences de gestion du patrimoine culturel et des outils de communication numérique, et à encourager la mise en œuvre de solutions innovantes dans le domaine du tourisme culturel.

Le cours a une durée totale de 4 semaines et nécessite un engagement d'environ 3 à 5 heures par semaine. Une fois que vous aurez terminé tous les modules, vous recevrez un certificat de fin de cours.

Si vous souhaitez participer au test pilote, visitez notre site web : <https://herit-erasmus.eu/> pour en savoir plus ! Nous avons hâte de vous voir à notre conférence finale le 23 mai !



Le label « Wildlife Estates » en Wallonie

Une soirée spéciale a eu lieu le 22 février pour célébrer les derniers labels « Wildlife Estates » (WE) en Belgique. Nous vous invitons à lire le discours officiel prononcé par Pascal LAMBERT, inspecteur général au Département de la Nature et des Forêts, Belgique. Nous profitons de l'occasion pour féliciter une fois de plus les propriétaires de domaines qui ont reçu des labels WE !

12

Mesdames, Messieurs,

En vos grades et qualités,

Je suis heureux de vous voir aussi nombreuses et nombreux ce soir, et d'avoir été invité à participer à cette soirée de remise des labels Wildlife Estates.

Heureux de vous voir aussi nombreuses et nombreux, car cela confirme la prise de conscience de l'importance de la biodiversité dans nos activités.

Et heureux d'être présent parmi vous car, ayant pris voici quelques mois mes fonctions d'Inspecteur Général du Département de la Nature et des Forêts de Wallonie, j'ai aujourd'hui l'occasion de rencontrer des propriétaires qui oeuvrent chaque jour pour maintenir et développer cette biodiversité.

Ce label Wildlife Estates met notamment en évidence des propriétaires qui ont fait le choix de pratiquer une gestion durable de leurs terres et de leurs forêts.

Des propriétaires qui ont compris que les mesures agri-environnementales, par exemple, ne sont pas des limitateurs de produc-

tivité agricole, mais bien les garants d'une agriculture de qualité et respectueuse de son environnement.

À l'ère des grands changements climatiques et des pandémies auxquels nous devons faire face, une telle agriculture, à l'écoute plus attentive de l'environnement peut jouer un rôle clé dans la restauration du maillage écologique et dans le maintien de la beauté et la richesse de nos paysages. Avec des bénéfices pour la flore et la faune, mais aussi pour le bien-être de chacun.

En matière de chasse, l'esprit Wildlife Estates doit mettre en évidence des gestionnaires qui oeuvrent aussi pour la restauration de l'habitat de la faune en général et du petit gibier en particulier.

Beaucoup d'entre vous consacrent finances et énergie sans compter pour favoriser au maximum le développement du petit gibier naturel par des aménagements réfléchis. La chasse en général, la chasse au petit gibier en particulier, vit des moments difficiles.

Vous n'ignorez pas la polémique actuelle relative à la perdrix grise en Wallonie. Nous sommes conscients qu'une espèce ne

pouvant plus être chassée, risque fort de ne plus susciter autant d'intérêt de la part des chasseurs/gestionnaires.

C'est pourquoi je vous encourage à mettre en avant une éthique irréprochable en matière de gestion cynégétique du petit gibier afin de restaurer certaines populations et de favoriser le maintien d'autres. N'oublions pas que les aménagements favorables au petit gibier le sont aussi pour des centaines d'autres espèces.

Outre les actions entreprises sur le terrain, je vous invite à communiquer au maximum vers l'extérieur afin de favoriser l'échange d'expériences positives et de vulgariser celles-ci auprès du grand public. Cette communication et ces échanges sont toujours bien d'actualité avec le

label dont il est question ce soir puisque je sais qu'une partie de l'évaluation des territoires wallons candidats à cette distinction, juge également cette communication et l'implication des acteurs locaux.

La grille d'évaluation du label tient également compte de la compétence des gestionnaires des propriétés. Force est de constater

que ces compétences sont bien présentes tant au niveau de la gestion agricole que forestière. Lorsqu'un propriétaire n'a pas suffisamment de temps ou d'expertise pour gérer seul un domaine, il peut compter sur des associations ou sur des bureaux d'étude pour les épauler dans cette tâche. Des outils complémentaires mis en place par la Région wallonne sont également à la disposition des gestionnaires. Je pense par exemple à des structures comme Natagriwal.

Voici près de 10 ans, la Région wallonne a confié la gestion de ce label à l'asbl « Fondation wallonne pour la Conservation des Habitats ». Nous pouvons confirmer ce jour que cette décision a été pertinente au vu du travail réalisé jusqu'à présent par cette Fondation.

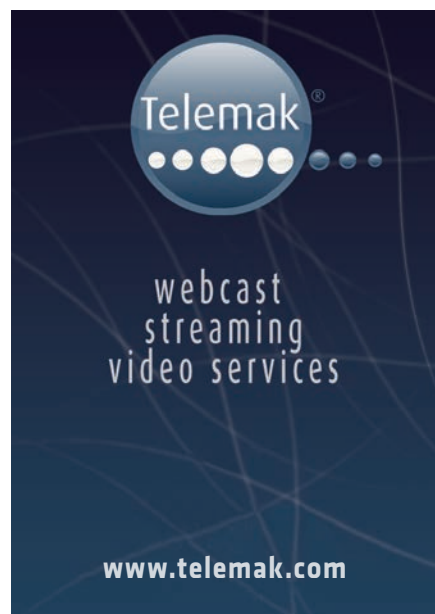
Les chiffres qui seront avancés tout à l'heure lors de la remise des labels wallons témoignent de ce dynamisme et de l'engouement des propriétaires à gérer de plus en plus leurs biens en laissant une grande place à la nature dans son ensemble avec une recherche constante d'amélioration de la biodiversité.

Je ne peux que vous encourager à continuer à avancer dans cette direction.

Je profite de l'occasion qui m'est donnée pour remercier le rôle joué par ELO et Thierry de l'ESCAILLE, dans la coordination générale du label européen.

Merci à la Fondation wallonne pour la Conservation des Habitats, son Président Monsieur Juan de HEMPTINNE, son Secrétaire général Monsieur Patrick MIEL pour la coordination du label pour le compte de la Région wallonne et pour leur travail en faveur de la Nature, comme le fit le baron Edgar KESTELOOT à l'origine de la fondation et que l'on connaît au travers de son parcours inspirant dans la protection de la Nature.

Je vous souhaite à toutes et tous une belle soirée.



Label « Wildlife Estates » - les dernières nouvelles d'Espagne

Carlos OTERO, ELO



© CAMILO DE ORIO

L'aigle impérial

La secrétaire à l'environnement et aux affaires rurales du *Partido Popular* de Madrid, Eva GALLEGÓ, a rencontré l'Association des propriétaires de chasse (APROCA Madrid), la Fondation des amis de l'aigle impérial et du lynx ibérique et l'Association des domaines de la faune et de la flore pour s'informer par leur intermédiaire des problèmes des domaines privés dans notre communauté, les reconnaissant comme des piliers pour le maintien dans notre région des différentes espèces sauvages, qu'elles soient gibier ou protégées.

Les trois entités, qui représentent près de cent cinquante propriétaires privés de notre Communauté, ont exposé au *Partido Popular* de Madrid leurs

problèmes et préoccupations dans la région, en soulignant la valeur de leur travail en faveur de la conservation de notre biodiversité et en insistant sur le fait que les activités agricoles, d'élevage, forestières ou de chasse ne sont pas les seules à être importantes. La réunion s'est déroulée dans une atmosphère cordiale où les participants ont pu se rencontrer et discuter de l'importance du travail réalisé dans la région, en soulignant le fait que plusieurs des espèces protégées les plus emblématiques de notre communauté, dont l'aigle impérial, la grande outarde et la cigogne noire, qui s'y trouvent, bénéficient de mesures de conservation efficaces, ce qui atteste de leur implication dans les tâches de défense de la nature et de la biodiversité dans ces zones.

La réunion s'est terminée par la réception, par le secrétaire à l'environnement et aux affaires rurales, des propositions des trois organisations, avec la promesse qu'elles seraient étudiées en détail par l'exécutif régional.



© FELIX DIAZ DEL CAMPO

INDIO 2017

Les outardes canepetières

Le programme Life « ENPLC » un réseau européen pour la conservation des terres privées

ENPLC œuvre à la construction d'une communauté européenne collaborative et active dans le domaine de la conservation des terres privées. Ensemble, ils travaillent, testent et donnent de l'ampleur aux outils les plus prometteurs pour la conservation des terres privées. Ils plaident pour de meilleures incitations financières et engageant, sensibilisent les citoyens et les preneurs de décisions.

ENPLC est un réseau européen, une union entre les propriétaires fonciers et les défenseurs de l'environnement.

Marie ORBAN & Anne-Sophie MULIER, ELO

À ENPLC, nous croyons que l'action individuelle peut avoir un effet domino. Laissez-vous inspirer par nos ambassadeurs et lisez leurs histoires sur le site d'ENPLC.



Rencontrez nos ambassadeurs, ils sont des super-héros de la conservation des terres privées !

AMBASSADEUR #5 -

Barbora KUKRECHTOVÁ, le royaume des papillons de Radiměř en République Tchèque

La maison de Barbora, le royaume des papillons de Radiměř, est un projet initié par ČSOP Arion. Par le pâturage et le fauchage, ils protègent ce morceau de paradis et sa biodiversité. Ils travaillent dur pour sauver l'Azuré du serpolet (Phengaris arion), l'un des papillons les plus rares d'Europe.



AMBASSADEUR #6 -

Jordi PIETX, expert en « Land Stewardship », Espagne

Jordi a été toute sa carrière un ambassadeur de la conservation des terres privées. Inspiré par son expérience en « Land Stewardship » et des initiatives privées de conservation aux États-Unis, il a été le pionnier de ce concept en Catalogne. Il est maintenant actif au niveau européen pour amplifier cette pratique puissante.



AMBASSADEUR #7 -

Lisa KOPSIEKER, scientifique qui œuvre pour la conservation de la nature.

Lisa a appris que les politiques actuelles offrent déjà des possibilités considérables pour soutenir la conservation de la nature. Elles pourraient être davantage utilisées.

En tant que citoyenne allemande ayant grandi en Afrique de l'Est et étudié la science de la conservation au Royaume-Uni, elle a une perspective plus large sur le secteur et les politiques de conservation en Europe.



Nous sommes honorés de les avoir comme représentants du secteur. Nous partagerons d'autres parcours très bientôt. Restez informés via nos canaux de communication :

www.enplc.eu
[@LIFE_ENPLC](https://twitter.com/LIFE_ENPLC)
[@lifeenplc](https://www.instagram.com/lifeenplc)
[@life-enplc T](https://www.linkedin.com/company/life-enplc)



Ce projet a été financé par le programme LIFE de l'Union européenne dans le cadre de la convention de subvention LIFE19 PRE/NL/000003.



Le rapport de synthèse de TRANSFARM est prêt à être publié.

TRANSFARM est un projet Erasmus+ visant à promouvoir la pratique agricole durable et traditionnelle de la transhumance en fournissant aux entrepreneurs ruraux et aux agriculteurs des ressources de formation gratuites. La transhumance peut être définie comme le système agricole dans lequel le bétail se déplace des pâturages d'été fixes vers les zones de pâturage d'hiver, et vice versa.

Ce terme, ainsi que de nombreux autres liés à ce sujet, figurent dans un glossaire disponible sur le site web du TRANSFARM.

Sergio PEDREGOSA PERIS, ELO



© Kerstin POTT-HOFF

Chèvres en transhumance dans l'ouest de la Norvège.

Le projet vise à encourager la pratique de la transhumance à travers l'Europe comme solution à certains défis liés à l'utilisation des terres et aux communautés rurales, tels que l'exode rural, l'empreinte carbone causée par le secteur agricole et l'accès à la nourriture produite localement.

Le rapport de synthèse, l'un des principaux résultats du projet TRANSFARM, devrait être publié dans les semaines à venir. Il a été élaboré par les partenaires du projet et donne un aperçu de la situation de la transhumance au niveau européen, dans les pays d'origine des partenaires et dans certains pays tiers, tels que la Hongrie et l'Italie. Le rapport de synthèse contient des informations sur l'histoire de la transhumance, le type de bétail, les zones dans lesquelles cette pratique agricole est encore présente, ainsi que les différents types et caractéristiques en fonction de leur répartition géographique, etc.

En parallèle, la première lettre d'information du projet est également sur le point d'être lancée. Elle est consacrée à la présentation de TRANSFARM, des partenaires internationaux du projet, à l'explication des derniers développements, des Rencontres Transnationales, et au détail des prochaines étapes qui seront entreprises par les partenaires. La lettre d'information est accessible en s'inscrivant sur le site du projet.

Plus loin dans le projet, le matériel de formation développé sera accessible sur une plateforme d'apprentissage en ligne et par le biais d'un livre de référence électronique, qui contiendra également le rapport de synthèse, ainsi que les rapports nationaux et une base de données avec une compilation d'exemples de réussite en matière de transhumance. Les rapports nationaux fournissent une analyse de la situation actuelle des pratiques de transhumance dans les pays d'origine des partenaires. Les études de cas du projet présentent les facteurs clés de succès de la transhumance fournis par les agriculteurs engagés dans de telles pratiques.

ELO est responsable de la diffusion et de la communication du projet. L'objectif est d'atteindre le plus grand nombre de parties prenantes possible, afin de renforcer l'utilité de la plateforme développée dans le cadre du projet.

Le projet TRANSFARM a commencé en décembre 2021 et se poursuivra jusqu'en mai 2024. Le projet est composé de sept partenaires de six pays différents (Belgique, Allemagne, Grèce, Norvège, Slovaquie et Espagne), dont certains ont déjà collaboré avec succès avec ELO dans le cadre de plusieurs projets. Le projet est également soutenu par trois partenaires associés venant de Norvège, de Pologne et de France.

Pour être tenu au courant de l'avancement du projet, nous vous invitons à consulter le site web : www.transfarm-erasmus.eu.

Pour plus d'informations sur TRANSFARM, n'hésitez pas à contacter Sergio PEDREGOSA, à sergio.pedregosa@elo.org.



CountrySide

is a publication of the ELO
in English and French

5 Euros

Publisher :
Thierry de l'Escaille

Chief editor :
Emmanuelle Mikosz

Text editor :
Sophy Smits van Oyen-Maltzoff

Design & proof readers
Jehanne de Dorlodot - Verhaegen
José Mª Gomez-Acebo Rosas

Back office:
Adriana Escudero

Rue de Trèves, 67
B - 1040 Bruxelles
Tel. : 00 32 (0)2 234 30 00
Fax : 00 32 (0)2 234 30 09
countryside@elo.org
Internet Site : www.elo.org

Let's increase our food supply
without
reducing theirs

the good growth plan

Syngenta Brussels Office
Avenue Louise, 489,
B-1050 Brussels
Tel: +32.2.642 27 27
www.syngenta.com
www.goodgrowthplan.com

syngenta

Annual Conference

Tuesday, March 28, 2023
Square, Brussels

Since 2008, the Forum for the Future of Agriculture (ForumforAg) has been the premiere meeting place in Brussels to debate sustainable agriculture and environmental challenges. The Forum is where agriculture and environment meet for an open dialogue.

Our Annual Conference will be held on March 28, 2023, consisting of live broadcasts, moderated panel discussions and dialogues, interactive interventions, networking opportunities and exhibitions, all live in Brussels and online.

Fixing tomorrow, today

Five key themes

Can we afford not to pay the price of change in today's geo-political and economic reality?

How to build a more resilient & sustainable food and agriculture system: what have we learnt from the energy crisis that enables us to overcome the challenges and exploit the opportunities?

How can Nature Based Solutions drive resilience and sustainability in the AGRI-food system and how do we better align incentives to accelerate change?

How can we act better: the case for improving biodiversity, soil health and water resilience?

How can we help better: food, migration, climate change?



Scan to view the latest agenda and speaker information

Follow online to find out more



www.forumforag.com



Forumforagriculture



@ForumForAg



[www.linkedin.com/company/
forum-for-the-future-of-agriculture-ffa](http://www.linkedin.com/company/forum-for-the-future-of-agriculture-ffa)



info@forumforag.com

Founding partners



European Landowners' Organization



Strategic & International partners



Supporting partners



Tech partner  Microsoft

Register now at www.forumforag.com